

## Luttes de classes dans une situation de quasi-guerre

Dans la mesure où les grèves générales ont connu une participation de plus en plus faible depuis 2010, à la fois dans le secteur privé dans le secteur public, et où elles ont totalement échoué à stopper la vague de mesures institutionnelles qui ont imposé une dépréciation sans précédent de la force de travail, des luttes ont surgi sur le terrain où cette attaque dévastatrice a été mise en œuvre, sur des lieux de travail dans le public et dans le privé.

\*

L'assaut de la 'crise de la dette souveraine' a trouvé sans surprise sa cible immédiate dans le secteur public. Du coup, les travailleurs de ce secteur ont été les premiers à résister aux réductions de salaire, aux coupes massives dans les dépenses publiques, au démantèlement des services et à la dissolution de très nombreuses entités étatiques.

Parallèlement à l'intensification des grèves et des manifs en octobre dernier, une vague de protestations sur le tas des fonctionnaires dans des mairies, des ministères et des services publics, à Athènes comme dans tout le reste du pays, a marqué une montée des luttes inhabituelle dans ce secteur. Les travailleurs ont condamné l'entrée de la direction informatique de la sécurité sociale, ainsi que celles des ministères du logement, de l'intérieur et du développement et de la direction des retraites du Bureau de la Comptabilité Générale de l'Etat. Ces pratiques de lutte qui ont bloqué au moins temporairement les projets du gouvernement de création d'une 'main d'œuvre de réserve' (par lequel 30.000 fonctionnaires devaient en réalité perdre leur emploi en quelques mois) ont été le signe du réveil de la majorité des fonctionnaires, en état de léthargie chronique, et dont l'existence même, selon la propagande étatique, constitue à présent le principal 'problème structurel' du pays.

A travers le pays, les employés municipaux ont occupé des bureaux locaux de l'administration, et les éboueurs ont mené des actions de protestation pendant dix jours, avec notamment un blocus de la principale décharge de la capitale au Nord-Ouest d'Athènes. Les municipalités subissent actuellement des réductions drastiques puisque certains de leurs services (à commencer par celui du nettoyage) vont être privatisés, et une partie de leur personnel licenciée.

En octobre 2012, des membres du syndicat GENOP<sup>1</sup> ont commencé une occupation des bureaux d'impression de la DEI<sup>2</sup>. Dans le cadre de la nouvelle législation sur les impôts fonciers, le service de facturation de la DEI devait intégrer à la facture d'électricité envoyée aux propriétaires de logement une taxe foncière majorée. Ces actions des syndicalistes, bien que non dénuées de populisme – ils ont déclaré qu'ils ne couperaient pas l'électricité aux seuls foyers vivant dans une misère noire, s'apercevant ainsi le caractère offensif du mouvement contre cette taxe - tout comme d'une certaine bravade machiste, ont ralenti l'ensemble du processus.

La crise du capitalisme se révèle particulièrement malsaine pour les prolétaires comme le montrent les coupes sombres pratiquées dans des services de santé de toutes sortes : budget des hôpitaux réduit d'environ 40%, manque de personnel, constat de pénuries occasionnelles de fournitures médicales, fusion ou même fermeture d'hôpitaux, ainsi que d'institutions psychiatriques et de centres de désintoxication. Les travailleurs de santé ont réagi par des grèves continues, et même en occupant le Ministère de la Santé, la dernière occupation en date ayant duré 15 jours. Une lutte intéressante s'est déroulée sur plusieurs semaines à l'Hôpital Général de Kilkis, une ville du Nord de la Grèce. L'assemblée générale de tous les travailleurs de santé (y compris les médecins) a décidé d'occuper les locaux et de démarrer une auto-réduction du travail, en ne traitant, disaient-ils, que les urgences jusqu'au paiement complet des heures

---

<sup>1</sup> Fédération générale des employés des compagnies publiques d'électricité (NDT)

<sup>2</sup> Entreprise de fourniture publique d'électricité (NDT)

travaillées et à la hausse de leur salaire à son niveau d'avant l'arrivée de la troïka (UE, BCE, FMI). Ils ont aussi assuré des soins de santé gratuits tout en déclarant que les problèmes permanents du Système de Santé (ESY) ne pouvaient pas être résolus par des revendications limitées au secteur des services de santé et que, par conséquent, ils inscrivaient leurs intérêts particuliers dans le cadre général des revendications politiques et économiques contre la charge sauvage du capitalisme, face à laquelle la solidarité de tous s'impose. Bien que l'occupation soit terminée, les travailleurs de santé toujours non payés continuent à pratiquer l'auto-réduction du travail.

Une série de grèves défensives et sectorielles dans des entreprises du secteur privé démontrent que le capitalisme industriel grec a déjà tiré parti du nouveau cadre institutionnel de 'l'état d'urgence' décrété actuellement en Grèce pour maintenir sa rentabilité ou au minimum pour transférer sur le dos des travailleurs ses propres dettes et pertes.

Ces luttes se sont développées principalement autour de revendications de base contre les licenciements, les fermetures d'usines, l'enlèvement des machines et des stocks de marchandises par les patrons, ainsi que pour le paiement des salaires dus et la défense des contrats de travail existants. Au cours de plusieurs mois de l'année dernière, de nombreuses luttes ont éclaté sur la base du même type de revendications. Dans une aciérie de Volos, 100 ouvriers ont fait grève pendant un mois contre la fermeture de l'usine et les licenciements. Dans une usine d'aluminium d'une banlieue ouest d'Athènes, les ouvriers ont fait grève pour réclamer des arriérés de salaire de plus d'un an. Des grèves analogues autour des mêmes revendications ont eu lieu dans deux autres usines d'aluminium de la même zone.

Deux laiteries, dans l'Attique et à Larissa, ont été le théâtre de plusieurs victoires : après une grève d'une seule journée contre des licenciements à la laiterie Agno et des heurts avec les flics anti-émeutes, les ouvriers ont récupéré leur boulot ; à Larissa la grève a obligé les patrons à renoncer tant aux licenciements qu'aux réductions de salaire. Dans une usine de produits pharmaceutiques du Nord de l'Attique, la lutte des 330 ouvriers a porté principalement sur la revendication du paiement des salaires dus (ils n'avaient pas été payés depuis des mois) et le refus du travail à temps partiel imposé (une fois par semaine). Il y a eu aussi des heurts avec la police anti-émeutes lorsque les patrons ont essayé de sortir de l'usine des stocks d'une valeur de plusieurs milliers d'euros.

La grève de 400 ouvriers de l'acier (plus de 150 jours de grève) à Ellini Chalivourgia, dans l'Ouest de l'Attique, a démarré en réaction à 50 licenciements, suite au rejet du chantage patronal visant à modifier le contrat de travail (5 heures par jour pour un salaire réduit de moitié). La même entreprise possède une autre usine à Volos, d'une capacité de production plus petite et employant 360 ouvriers lesquels, faisant les jaunes, travaillent temporairement 8 heures par jour pour compenser la perte de production de l'usine en grève, bien que leur contrat de travail ait été lui aussi modifié conformément au plan de la direction.

Cette lutte a été 'adoptée' par le PAME<sup>3</sup>, qui contrôle le syndicat. Selon la stratégie initiale, la lutte était présentée comme ayant une dimension emblématique pour la classe ouvrière en général, sa possible victoire étant symboliquement une 'victoire pour tous' et, inversement, sa défaite une 'défaite pour tous'. Ce qui contribuait à fonder ce caractère emblématique – en dehors des activités et aspirations du PAME – n'était pas seulement la durée inusitée de cette lutte mais aussi la solidarité inattendue manifestée par tous les milieux politisés, les syndicats de base, les assemblées de quartier, la communauté ouvrière elle-même ou de simples citoyens (solidarité toutefois essentiellement limitée au soutien financier). Comme le temps passait et que les patrons semblaient toujours intransigeants, les limites imposées à la lutte par les tactiques des Staliniens imposaient sont devenues manifestes : la lutte ne faisait que stagner, sans la

---

<sup>3</sup> Front Militant des Travailleurs, syndicat lié au Parti Communiste

moindre perspective aussi bien à l'intérieur – fait révélateur du légalisme stalinien, les grévistes n'ont même pas osé appeler leur lutte 'occupation', et encore moins s'emparer des moyens de production à quelque fin que ce soit – qu'à l'extérieur. Plusieurs actions de solidarité ont été accueillies par le syndicat avec une certaine réserve, voire avec hostilité : « *Tous ceux qui croyaient qu'ils allaient tenir nos luttes à l'écart des autres usines et entreprises, qu'ils allaient nous retourner contre le mouvement de classe organisé, le PAME auquel nous appartenons et qui nous soutient, ceux-là, maintenant qu'ils ont échoué, vont intervenir de façon plus ouverte. Ils nous attaqueront pour affaiblir notre lutte par des calomnies, des mensonges, du terrorisme et des provocations. Ils ont déjà commencé à le faire de différentes manières : jusqu'ici, dans des communiqués de presse, à travers différents évènements organisés sous prétexte de solidarité...* » (extrait du discours de Sinfonio, dirigeant du syndicat, à l'occasion du rassemblement de grève du PAME le 17 Janvier). C'est ainsi que les opposants politiques au KKE<sup>4</sup> sont tenus à distance pendant que, le jour même (le 17/1) du lancement d'une grève dans tout l'Attique par les centres du travail<sup>5</sup> de la région, les grévistes de Elliniki Chalivourgia choisissent de cheminer derrière le PAME vers le Ministère du Travail, laissant tous les autres grévistes par solidarité suivre l'itinéraire habituel vers la place Syntagma. Au lieu de chercher une 'intensification' de la lutte, le KKE s'est en fait servi de la lutte pour sa campagne électorale : 'Pas de dialogue- Pas de recul- La ploutocratie doit payer pour la crise- A bas le gouvernement des taxes prédatrices – Des élections maintenant- Tous en grève le 17/1 et à la manif du PAME', ainsi se concluait l'annonce de ce dernier.

La récupération de la grève des ouvriers des aciéries comme instrument de promotion de la ligne politique générale du parti stalinien laisse le champ libre à des manœuvres opportunistes, comme l'a montré l'accueil chaleureux que le responsable du syndicat a fait aux 'délégués de solidarité' néo nazis de l'Aube Dorée venus récemment (le 17/2) à l'usine . Que les travailleurs de l'acier aillent ou non vers une double défaite – face aux patrons comme face aux staliniens qui manipulent une lutte ouvrière en la subordonnant à leur jeux politiques – c'est un pari que beaucoup aimeraient mieux éviter...

Les media ont été durement frappés par la récession : les énormes réductions de subventions publiques et d'injections de capitaux privés ont provoqué des licenciements massifs dans les journaux et les chaînes de télévision.

A 'Eleftherotypia', journal symbole de la 'renaissance' de la démocratie après la chute de la dictature jouissant d'un prestige équivalent au journal français 'Libération', des journalistes, des employés administratifs et des imprimeurs se sont mis en grève lorsqu'ils ont appris l'intention du patron de se protéger de ses créanciers en demandant l'application de l'article 99 du code des faillites<sup>6</sup>. Le patron invoquait des problèmes de crédit pour laisser les travailleurs sans salaire depuis l'été, alors qu'il avait distribué des parts aux actionnaires les années précédentes. Avant le mois de décembre, il y avait eu une série de grèves sans aucun effet, après quoi les travailleurs ont fait paraître deux numéros du journal avec le soutien du syndicat des journalistes, sans avoir pour autant de perspectives précises pour la suite.

Les patrons 'communistes' ont eux aussi été touchés par la récession. Depuis décembre 2010, la direction de la station de radio 902 FM et de la chaîne télé 902 appartenant toutes deux au KKE a commencé à virer sans avis préalable les travailleurs qui n'étaient pas membres de celui-ci. Pire encore, lorsque certains travailleurs ont commencé à s'organiser contre les licenciements, ils se sont trouvés confrontés à la stratégie du diviser-pour-régner du parti qui les opposait aux membres de ce dernier.

---

<sup>4</sup> Parti Communiste de Grèce (NDT)

<sup>5</sup> Les centres du travail sont les organismes de liaison des syndicats de base (NDT)

<sup>6</sup> Dispositif du code sur les faillites qui protège les entreprises de leurs créanciers (NDT)

Très récemment, l'entreprise de presse du KKE Typoekdotiki, géant de l'imprimerie en Grèce, a été menacée de fermeture et s'est mise sous la protection de l'article 99 du code des faillites vis-à-vis de ses créanciers. Ce code stipule que les employés et les autres parties concernées ne peuvent pas demander la saisie ou saisir les biens d'une entreprise en difficulté avant la mise en application d'un plan de redressement et que soit clairement déterminé si l'entreprise va continuer d'exister ou sera mise en liquidation. Et pourtant, c'est le PAME qui condamnait de telles pratiques patronales il y a même pas un an. Voici un extrait de son quotidien, Rizospastis, en date du 10/11/2010: *'Les seuls qui ont à gagner (à l'application de ce code) sont les employeurs, puisqu'ils se débarrassent de ceux auprès desquels ils sont endettés, fournisseurs et travailleurs (c'est-à-dire que les travailleurs sont considérés comme des fournisseurs), ce qui protège les employeurs qui peuvent alors se cesser de régler leurs dettes à qui que ce soit. Les ouvriers perdent tout, salaires, primes de licenciement, indemnités d'assurance, droit aux prestations de chômage, parce qu'ils se trouvent soumis à un chantage patronal visant, pour préserver les profits de l'entreprise, à les faire démissionner avec la moitié de leur prime de licenciement ou à leur imposer un travail posté ou à temps partiel*». Et tant pis pour les droits des travailleurs et la 'socialisation' des moyens de production, sur lesquels le programme politique du KKE met l'accent !

Dans une chaîne de télé nommée Alter, les 620 employés, non payés depuis des mois, se sont mis à auto-réduire leur travail, ont interrompu la diffusion et sont intervenus sur le canal de leur station occupée, essentiellement pour présenter les luttes dans différentes entreprises. Leur lutte, il faut le noter, est aussi en grande partie sous le contrôle du PAME.

D'autres grèves ont au moins réussi à faire obstacle à des attaques menées contre les salaires et les relations de travail : à l'entreprise de téléphonie mobile Vodaphone, une grève de quelques jours a pu empêcher la modification des contrats de travail (moins d'heures de travail pour moins de salaire) ; dans la chaîne de grands magasins Notos, une grève de 24 heures et des piquets de grève ont suffi pour que les patrons abandonnent un nouveau contrat de travail (là aussi, moins d'heures pour moins de salaire), du moins pour l'instant.

Des luttes pour le paiement des arriérés de salaire surviennent aussi assez souvent dans le secteur tertiaire. Les employés de l'hôtellerie se sont mis en grève dans le Nord de la Grèce pour réclamer les salaires dus depuis des mois. Les gens qui avaient participé au recensement, pour la plupart jeunes et chômeurs, ont réussi, suite à des mobilisations auto-organisées (puisqu'il n'existait pour eux aucun syndicat), à toucher leurs salaires au bout de 6 mois).

\*

A côté des luttes dans les entreprises et en raison de l'attaque frontale dans les deux sphères de la production et de la reproduction, se sont développées de nouvelles formes de luttes, la plupart du temps organisées en assemblées de quartier.

Ces 'assemblées populaires'<sup>7</sup>, comme se nomment la plupart d'entre elles, ont proliféré (plus de 40 dans la seule région de l'Attique) après la répression et l'épuisement des mobilisations sur la place Syntagma en août dernier. Elles attirent un nombre croissant d'électeurs conservateurs déçus des deux grands partis (dont l'hégémonie se trouve largement mise en cause aujourd'hui en raison de leur perte rapide de légitimité), des gauchistes de toutes sortes, des anti-autoritaires et des ouvriers ou des chômeurs tout à fait ordinaires, qui ignorent à peu près tout des mécanismes politiques et fréquentent souvent les assemblées au début d'une lutte pour les lâcher ensuite, déléguant ainsi le pouvoir aux militants.

---

<sup>7</sup> Certaines préexistaient à l'occupation de la place Syntagma

Une des luttes de ce type a été menée contre la nouvelle taxe foncière intégrée à la facture d'électricité, mesure qui montre clairement le caractère d'urgence de l'attaque capitaliste que nous subissons. Pour un ensemble de raisons (la lutte constitue une résistance au chantage à la fourniture d'électricité, fait valoir certaines revendications juridiques d'inconstitutionnalité et constitue un terrain privilégié pour un refus collectif de paiement venu de la base), cette lutte s'est rapidement transformée en un mouvement national, principalement via les assemblées de quartier. Selon les données du syndicat GENOP (celui de la DEI)<sup>8</sup>, 30 à 40% des foyers environ n'auraient pas payé cette taxe. Confronté à cette insoumission de masse, l'Etat a ait mine de battu en retraite tout en manœuvrant pour confier la responsabilité de cette taxe à la Perception des Impôts, dans l'espoir qu'une telle fragmentation du mouvement en autant de contribuables isolés réussirait à l'affaiblir. Pour l'instant, on assiste à des coupures d'électricité dans des petites entreprises ou chez des professionnels n'ayant pas payé la taxe, et dans des foyers qui ont un retard de paiement de plus de quatre mois de de leur facture d'électricité. Par ailleurs, en guise de réponse au mouvement, le Ministère des Finances déclare avoir détourné de l'argent versé en règlement de l'électricité au profit du paiement de la taxe foncière, ce qui va constituer un nouveau terrain de lutte.

Les réponses à la crise sont cependant variables et n'ont pas nécessairement un caractère antagoniste. Il y a une tendance croissante –surtout dans les assemblées de quartier et les réseaux 'citoyens'- à promouvoir des projets de coopératives de troc de biens (généralement sans vendeur intermédiaire) et d'échanges de services, de soupes populaires, d'agriculture auto-suffisante et même de programmes sociaux locaux pour les chômeurs, ceci à une époque où l'état-providence se désagrège et le salaire social se trouve attaqué<sup>9</sup>. Il semble que les frontières soient quelque peu brouillées entre cette stratégie de l'austérité autogérée et les actions caritatives, qui fleurissent actuellement en Grèce, menées par l'Eglise, les ONG et diverses organisations capitalistes notoires. Ce mouvement a encore une bonne marge de manœuvre devant lui au détriment d'un mouvement de classe plus radical et offensif.

**TPTG**<sup>10</sup>

---

<sup>8</sup> Voir NDT page 1

<sup>9</sup> Particulièrement dans le cas de Syriza (la Coalition de la Gauche), des initiatives de ce genre sont encouragées avec le slogan : « Personne ne doit affronter seul les conséquences de la crise » en tant que projet d'un état-providence informel. Cela peut ressembler aux principes de l'autogestion alternative mais il s'agit en fait du programme de la Gauche pour un état-providence social-démocrate.

<sup>10</sup> a Paidia Tis Galarias, en Français "Les Enfants du Paradis" (en référence au film de Marcel Carné) NDT